

L'opinion des responsables d'association en Rhône-Alpes Mai - juin 2012

Dans le contexte actuel où les associations montrent plusieurs signes de difficultés, le réseau associatif d'experts, Recherches & Solidarités, donne deux fois par an la parole aux responsables associatifs pour mieux apprécier les difficultés qu'ils rencontrent et pour informer utilement les observateurs et les décideurs.

La CPCA Rhône-Alpes, adhérente de Recherches & Solidarités, a souhaité encourager les responsables des associations de la région à répondre à l'enquête du printemps 2012. Ses invitations ont permis de renforcer l'échantillon national (résultats en ligne sur www.recherches-solidarites.org) et de constituer un panel régional suffisant pour dresser quelques tendances sur la situation des associations rhône-alpines.

Une enquête nationale a été réalisée en ligne du 10 au 31 mai 2012, auprès de 985 responsables associatifs, au sein d'un panel comportant un peu plus de 4.000 références. L'échantillon national représentatif a été constitué d'après la méthode des quotas appliquée aux variables « *budget* » et « *secteur d'activité* » de l'association.

L'enquête régionale, déclarée à la CNIL le 14 mai 2012 sous le n°1587302, a été réalisée en ligne entre le 15 mai et le 13 juin 2012. Elle a réuni 136 réponses exploitables constituant un panel bien diversifié en termes de taille d'associations (budget et nombre de salariés) et en termes de secteurs d'activité.

Une comparaison entre la segmentation du panel de la région Rhône-Alpes et celle de l'ensemble national, montre des similitudes significatives autorisant les rapprochements des résultats. Toutefois, ces rapprochements seront exclusivement présentés en tendance, selon la prudence statistique nécessaire dans une telle démarche.

I – Comment se sont passés les derniers mois ?

Depuis le début de l'année 2012, comment jugez-vous la situation générale de votre association (actions, missions, projets) ?

Dans une région où les indicateurs économiques et sociaux sont généralement plus favorables qu'en moyennes nationales, les responsables associatifs sont proportionnellement un peu plus nombreux à émettre un jugement positif.

Rappelons que la situation générale de leur association est « bonne » ou « très bonne » pour 68% des dirigeants interrogés au plan national. Mais qu'elle est jugée très difficile par 7% d'entre eux, ce qui représente plus de 90.000 associations en France, et entre 8.000 et 9.000 dans la seule région Rhône-Alpes.

Comment jugez-vous la situation financière de votre association ?

Les associations de la région conserve une petite avance sur le national qui affiche une proportion de 60% de réponses positives. Avec une nette différence entre les associations employeurs (49% parmi celles qui emploient jusqu'à 5 salariés et seulement 41% pour celles qui disposent de plus de 5 salariés), et les associations qui ne fonctionnent qu'avec des bénévoles (65%).

Comment jugez-vous la situation de votre association, concernant le bénévolat (nombre, disponibilité, savoir-faire...) ?

Les dernières enquêtes nationales ont montré que le bénévolat est un sujet de préoccupation de plus en plus présent : seulement 40% de réponses positives en mai 2012, pour 44% en décembre 2011. La situation semble plus tendue encore en région Rhône-Alpes.

Les satisfactions personnelles que vous ressentez dans votre engagement associatif sont-elles aujourd'hui ...

Au plan national, les responsables associatifs sont 66% à affirmer que leurs satisfactions sont « fortes » ou « très fortes ». Ils sont un peu plus nombreux dans la région, en lien peut-être avec une situation générale un peu plus favorable.

Notons que la proportion des responsables associatifs ressentant des satisfactions personnelles augmente significativement avec la taille des associations, depuis 62% dans les plus petites jusqu'à 82% dans les plus grandes, comportant généralement plus de 5 salariés.

II – Comment voyez-vous la rentrée de septembre et les prochains mois ?

Comment voyez-vous la situation de votre association (actions, missions...) au cours des prochains mois ?

Pour les mois qui viennent, et tout particulièrement pour la rentrée de l'automne, on passe tout juste la barre des 50% de pronostics positifs, au plan national. On notera, ici aussi, que les responsables sont d'autant moins optimistes qu'ils emploient des salariés : on compte en effet 53% de réponses positives parmi les responsables non employeurs, 47% parmi ceux qui emploient jusqu'à 5 salariés, et seulement 39% dans les associations de plus de 5 salariés.

D'une manière générale, on compte en moyenne 5% de responsables très pessimistes, cette proportion s'avérant significativement plus faible dans le sport, et plus forte dans les secteurs de la culture, des loisirs, de la jeunesse et de l'éducation populaire. En région Rhône-Alpes, cette proportion est un peu plus faible que la moyenne nationale.

Si vous avez des sujets d'inquiétude, lesquels vous semblent les plus importants pour les prochains mois ?

Les résultats sont sans surprise, différents d'un secteur à l'autre, selon la taille de l'association et la présence ou non de salariés. Le tableau suivant présente les résultats nationaux détaillés pour bien mettre en évidence toutes ces nuances.

	Secteurs groupés					Salariés			Taille (budget en €)			Total
	Culture	Loisirs - JEP	Sanitaire et social	Sport	Autres	Aucun	1 - 5	5 et +	< 10 000	10 000 - 75 000	75 000 et +	
Les ressources humaines bénévoles disponibles	64%	62%	62%	68%	64%	70%	57%	29%	69%	66%	45%	64%
Le renouvellement des dirigeants bénévoles	49%	57%	46%	62%	51%	56%	50%	38%	55%	54%	49%	54%
Motivation et investissement des dirigeants	30%	41%	24%	41%	31%	38%	27%	15%	39%	28%	23%	34%
Les ressources humaines salariées, le cas échéant	11%	11%	10%	8%	9%	-	24%	29%	4%	13%	26%	9%
La situation financière	49%	38%	42%	32%	37%	32%	56%	63%	33%	42%	61%	39%
Les moyens matériels (dont locaux)	34%	30%	25%	27%	20%	25%	31%	26%	27%	28%	24%	27%
La diminution du nombre d'adhérents	26%	28%	29%	28%	34%	33%	21%	9%	35%	23%	16%	29%
Les relations avec les collectivités territoriales	30%	26%	30%	14%	22%	22%	27%	29%	23%	23%	27%	24%
Les relations avec les services de l'Etat	15%	18%	22%	8%	13%	11%	20%	29%	10%	17%	23%	14%
L'évolution des politiques publiques	19%	28%	31%	24%	22%	20%	32%	47%	20%	26%	41%	25%
Relations avec les partenaires privés dont les entreprises	4%	13%	11%	15%	8%	9%	14%	10%	9%	11%	13%	10%
La concurrence éventuelle avec le secteur privé lucratif	6%	9%	9%	5%	13%	6%	11%	22%	6%	11%	15%	8%

Enquête R&S, Opinion des Responsables Associatifs - mai 2012. (1) Groupe comportant les associations de loisirs et d'éducation populaire. (2) Groupe comportant les associations humanitaires, du domaine de la santé et du secteur social.

Les résultats issus du panel de Rhône-Alpes s'écartent très peu des réponses globales, figurant en dernière colonne du tableau.

On notera toutefois, en lien avec les réponses régionales sur la situation du bénévolat, des préoccupations un peu plus vivement exprimées au sujet de la disponibilité des bénévoles et du renouvellement des dirigeants.

A l'inverse, les associations de la région semblent un peu moins sensibles que les autres, à la diminution du nombre d'adhérents et aux relations avec les collectivités locales.

Envisagez-vous de nouveaux projets – ou une extension de vos activités actuelles – au cours des prochains mois ?

Au plan national, en dépit des difficultés rencontrées et des craintes pour l'avenir, 28% des responsables envisagent « *certainement* » de nouveaux projets ou une extension de l'activité de leur association.

Si l'on fait masse des réponses « *oui certainement* » et « *oui, peut-être* », on parvient à une proportion de 60% de réponses positives, signe d'un dynamisme fort et d'une volonté d'aller de l'avant. Constat allant dans le même sens : peu nombreux sont les responsables qui envisagent au contraire une réduction des activités de l'association, et peu nombreux sont aussi ceux qui indiquent n'avoir pas assez d'éléments pour répondre ou qui ne répondent pas.

Sur ce sujet, en région, l'enthousiasme semble quelque peu freiné, peut-être en raison des difficultés plus vivement exprimées quant au bénévolat...

Ces résultats sont de nature à encourager les acteurs, et à interpeller les décideurs : dans une période au cours de laquelle beaucoup de Français doutent, ils sont révélateurs de la détermination des dirigeants associatifs, porteurs de projets et prêts à les mener à bien en dépit de moyens bien souvent limités, et dans des conditions parfois bien difficiles.

Si votre association emploie un ou plusieurs salariés, comment envisagez-vous les mois à venir, notamment lors de la rentrée de septembre : Avec une augmentation du nombre des salariés ? Avec un effectif salarié constant ou avec un effectif qui devra être réduit ?

Dans l'enquête nationale, les résultats ont été traités en distinguant les réponses des dirigeants d'associations de moins de 5 salariés et ceux des plus grosses structures :

	1 - 5 salariés	Plus de 5 salariés
Avec une augmentation du nombre des salariés	7%	10%
Avec un effectif salarié constant	71%	67%
Avec un effectif qui devra être réduit	15%	16%
Non réponse	7%	6%
Total	100%	100%

Enquête R&S, Opinion des Responsables Associatifs - mai 2012.

Quelle que soit la taille de l'association, les proportions respectives des responsables dans l'impossibilité de répondre à la question (6-7%) et des responsables prédisant une réduction des effectifs (15-16%), est comparable. La différence se fait à partir de la proportion des responsables affichant un projet d'augmentation du nombre de salariés : elle est logiquement un peu plus forte dans les associations de plus de 5 salariés. Il est vrai que pour une petite association employeur, une augmentation de salariés constitue un changement bien plus radical que dans une association comportant par exemple plusieurs dizaines de salariés.

Dans le panel régional, les dirigeants assurés de devoir réduire les effectifs sont proportionnellement un peu moins nombreux, mais les indécis sont nettement plus nombreux.

Si votre association n'emploie aucun salarié, c'est essentiellement :

Cette question a été posée pour la première fois dans l'enquête nationale du printemps 2012. Les réponses figurent dans le tableau suivant.

Par choix mûrement réfléchi par l'équipe dirigeante	18%
Parce que l'association fonctionne bien grâce à ses bénévoles	49%
Par manque de moyens financiers	46%
Par crainte des démarches administratives	11%
Par crainte des responsabilités d'employeur	11%
Parce qu'au sein de l'association, vous ne sauriez pas qui pourrait manager ce(s) salarié(s)	9%
Par crainte de ne pas pouvoir pérenniser cet ou ces emplois	31%

Enquête R&S, Opinion des Responsables Associatifs - mai 2012. (1) Groupe comportant les associations de loisirs et d'éducation populaire. (2) Groupe comportant les associations humanitaires, du domaine de la santé et du secteur social.

Il est important d'observer, parmi les associations non employeurs, la proportion de celles qui sont dans cette situation par choix, environ 55%, et celles qui le sont par défaut. Parmi ces dernières, l'incapacité financière domine largement (46%). Pour autant, la crainte de ne pas pouvoir pérenniser l'emploi n'est pas très loin (31%), ces deux items se cumulant très largement.

Les réponses en région sont très voisines, à l'exception du manque de moyens financiers qui est un peu moins souvent invoqué.

La présentation des résultats met en avant les réponses positives, généralement majoritaires. Ceci traduit le dynamisme associatif et la volonté des responsables associatifs qui se veulent avant tout des acteurs citoyens.

Pour autant, dans la région Rhône-Alpes qui comporte entre 115 000 et 130.000 associations actives, on ne négligera pas la proportion de celles dont les responsables expriment des difficultés aujourd'hui, et surtout la proportion de celles dont les responsables expriment une véritable détresse.

Chacun aura en effet à l'esprit le fait que cette proportion correspond à une fourchette située entre 8.000 et 9.000 associations : compte tenu du rôle que joue le secteur associatif, dans le développement du lien social, dans le soutien aux personnes en difficultés, mais aussi en termes économiques, ces résultats méritent d'être connus et largement diffusés. Ils méritent aussi d'être mis en parallèle avec le tassement de l'emploi observé en 2001, après une décennie de croissance continue.